




Collage Elsa Kbaier / © Milei, motosierra (2025) Wikimedia Commons

 XAVIER DUPRET  
Économiste (Association  
Joseph Jacquemotte)

# Une internationale hayékienne : de Buenos Aires à Bruxelles

Un univers de pensée, autrefois plutôt marginal, à savoir les théories de Friedrich Hayek (1899–1992) a conquis une partie de l'opinion publique, y compris en Belgique francophone, au départ de Buenos Aires après l'élection de l'ultralibéral Javier Milei. Alors qu'en Argentine,

elle commence à montrer ses limites au regard de la casse sociale occasionnée, sa politique de la tronçonneuse – emblème de la réduction des dépenses publiques pleinement intégré à la pop culture contemporaine – en inspire certains en Belgique.

Ce texte visera, tout d'abord, à retracer les grandes lignes de la pensée de Hayek, auquel se réfère explicitement Milei. Il montrera ensuite que cette influence se fait sentir en Belgique. Enfin, il anticipera que l'enthousiasme pour Milei pourrait être de courte durée en s'appuyant sur un résumé de la conjoncture en Argentine.

## Hayek, un philosophe radicalement capitaliste

La pensée d'Hayek<sup>1</sup> correspond à une déclinaison dans le champ de l'économie politique de la tradition évolutionniste construite à la suite des travaux de Darwin.

Selon Hayek, la société existe bel et bien en tant qu'ordre régi par des règles. La société capitaliste dans laquelle nous vivons est conçue comme « ordre de marché ». Cet ordre est spontané, puisqu'il résulte de la libre concurrence entre agents, et doit le rester sous peine de graves perturbations. C'est ainsi qu'Hayek voit dans l'émergence du nazisme la conséquence de la diffusion de la pensée socialiste, contrairement, d'ailleurs à tous les historiens sérieux<sup>2</sup>. En outre, les règles morales abstraites à l'œuvre dans l'ordre de marché (parmi lesquelles la propriété privée, le respect des contrats ou encore l'épargne) sont le fruit de la tradition qui permet de donner un cadre structurant chez

Hayek à la nécessaire, et salutaire, compétition entre agents sociaux.

La tradition a permis au genre humain de dominer ses instincts, parmi lesquels la solidarité et la coopération des premiers groupes humains. La longue période durant laquelle les instincts ont dominé la société humaine est qualifiée par Hayek d'ordre naturel. La sortie de l'ordre naturel, via l'émergence de la tradition, a permis de faire advenir l'ordre étendu de la coopération humaine grâce à l'évolution culturelle.

Par conséquent, les cadres législatifs doivent préserver l'autonomie des agents au sein de l'ordre marchand, sans interférence gouvernementale. Sur le fond, l'évolutionnisme hayékien, quoiqu'Hayek s'en défende, ne se distingue du darwinisme social que dans la mesure où il en offre une vision plus raffinée puisque l'évolution chez Hayek se présente de prime abord comme étant d'ordre culturel. Il n'en reste pas moins qu'en fin de compte, la vision de la société qu'offre Hayek débouche sur des conséquences particulièrement radicales puisque chez lui, la liberté est valorisée dans la mesure où elle constitue une condition de l'évolution. Pour autant, il est difficile de déterminer exactement ce qui évolue et ce qui est sélectionné. Comme le note l'économiste Philippe Légé<sup>3</sup>, tantôt ce sont des règles, tantôt ce sont bel et bien « des personnes (...) en fonction de leur capacité à accroître rapidement

leur nombre »<sup>4</sup>. En tout état de cause, chez Hayek, « la nature exacte de l'analogie (...) entre évolution biologique et évolution culturelle demeure donc assez obscure »<sup>5</sup>.

## Hayek et le darwinisme social

On élucidera cette énigme en relevant, à la suite d'Ortiz<sup>6</sup>, les troublants parallélismes entre la pensée d'Herbert Spencer (1820-1903)<sup>7</sup>, qualifiée de darwinisme social, et l'analyse proposée par Hayek, bien que ce dernier s'en défende. En effet, alors qu'il reproche à Spencer de lire le social et l'économie selon un réductionnisme biologique, une lecture fidèle aux textes spencériens permet d'établir que Spencer distingue deux champs de l'évolution : l'un afférent au biologique et l'autre au social, mais « soumis aux mêmes dynamiques ». Hayek accuse également Spencer d'avoir centré la sélection sur les individus et non sur les groupes sociaux. Or, l'évolutionnisme spencérien intègre précisément des éléments d'ordre culturel et institutionnel. Une troisième critique formulée par Hayek consiste à reprocher à Spencer un parti pris historiciste dans la mesure où ces éléments ignoreraient la dimension d'imprévisibilité du devenir historique. Spencer n'a cependant cessé d'insister sur le caractère globalement imprédictible de l'évolution sociale, ainsi que sur la faculté de l'économie capitaliste à s'y adapter<sup>8</sup>. Au total, on peut estimer qu'Hayek a surestimé les divergences entre sa pensée et celle de Spencer afin de ne pas succomber à un légitime procès en darwinisme social<sup>9</sup>.

Ce procédé peut être rapidement éventé. C'est ainsi qu'Hayek estimait que les pauvres correspondaient à une population « additionnelle » et considérait que « toutes les existences humaines n'ont pas un droit moral à la préservation »<sup>10</sup>. Dans le même ordre d'idées, Hayek assume pleinement le fait que sa vision de la liberté pourrait déboucher sur le fait « qu'être libre peut signifier libre de mourir de faim »<sup>11</sup>. Voilà donc le courant idéologique que Milei incarne et qui sert assez explicitement de modèle aux droites de chez nous.

**1** Hayek, F. A. (1988). Droit, législation et liberté, vol. 1: Règles et ordre. PUF, Paris. Publication originale: 1973.

**2** Chapoutot, J. (2025). *Les irresponsables: Qui a porté Hitler au pouvoir?* Gallimard; Kershaw, I. (2012). *La fin. Allemagne (1944-1945)*. Média Diffusion.

**3** Légé, P. (2009). Le mirage du libéralisme hayékien. *Revue française de socio-économie*, 3(1), 77-95.

**4** Ibid.

**5** Ibid.

**6** Ortiz, V. (2024). 7. La mise à distance du « darwinisme social » de Spencer par Hayek. *Cahiers d'économie politique*, 84(1), p. 244.

**7** Herbert Spencer est un philosophe britannique du 19<sup>e</sup> siècle qui a appliqué au domaine de l'histoire des sociétés la théorie de la sélection des plus aptes de Charles Darwin.

**8** Ortiz, V. (2024). 7. La mise à distance du « darwinisme social » de Spencer par Hayek. *Cahiers d'économie politique*, 84(1), p. 244.

**9** Ortiz, V. (2024). *Idem* p. 245.

**10** Hayek, F. A. (1988, publication originale: 1973.). Droit, législation et liberté, vol. 1: Règles et ordre. PUF, Paris, p. 223; Cité aussi dans: Légé, P. (2007). Hayek: penseur génial ou incohérent? *L'Économie politique*, 36(4), 46-59.

**11** Hayek, F. A. (1967). *Studies in philosophy, politics and economics* (p. 100). London: Routledge & Kegan Paul, p.18; Cité aussi dans: Légé, P. (2009). Le mirage du libéralisme hayékien. *Revue française de socio-économie*, 3(1), p. 80.

## Debout, les gâtés de la Terre !

Dans une optique plus sociopolitique, on peut maintenant centrer le propos sur l'existence d'une internationale hayékienne dont l'épicentre se situe aujourd'hui à Buenos Aires et montrer qu'elle trouve des prolongements en Belgique. On démontrera l'existence de cette mouvance ainsi que son inscription au cœur de la décision politique en Belgique en invitant le lecteur à inscrire « École de la Liberté » dans sa barre de recherche Google. Il y verra notamment Corentin de Salle, actuellement directeur du centre Jean Gol, bureau d'étude du Mouvement Réformateur (qui a, d'ailleurs, consacré un débat à la gloire de Milei lors de la dernière Foire du Livre), expliquer en quoi le concept de « justice sociale » constitue une notion illogique<sup>12</sup>. On notera également que cette leçon de l'École de la Liberté pointe comme une profonde injustice le fait de devoir faire supporter par autrui des choix de vie particuliers. Il s'agit là d'une perspective idéologique, d'évidence absente du débat public chez nous il y a une dizaine d'années. Elle a, depuis, fait des émules, si l'on veut bien se souvenir de la manière dont Georges-Louis Bouchez envisageait, il y a peu, la question du financement des allocations familiales.

Il n'est pas non plus interdit de produire l'un ou l'autre rapprochement avec des déclarations de l'actuel hyperprésident du MR plaidant pour un retour à la solidarité familiale. En effet, la Belgique aurait, paraît-il, « besoin d'une Margaret Thatcher »<sup>13</sup> pour raboter les prestations sociales, une perspective qui s'accorde avec Hayek selon qui « les personnes ou les groupes peuvent encourir des devoirs vis-à-vis d'individus bien précis, mais en tant que ces devoirs font partie du système de règles communes qui assistent le genre humain dans sa croissance et sa multiplication »<sup>14</sup>. Ce versant darwiniste pourrait d'ailleurs se déchaîner davantage encore en Belgique à l'avenir, avec les exigences de baisse de la fiscalité du MR.

## Une législature à la tronçonneuse

C'est qu'il faut bien épargner les winners du grand *struggle for life* que constitue la vie en société de la charge des losers. Ces derniers, soyons-en conscient-es, ne désignent pas exclusivement les laissés-pour-compte de la mondialisation néolibérale. En effet, une partie des classes moyennes se trouve aujourd'hui, directement ou indirectement, dans le viseur des hayékiens à la mode de chez nous. Lorsque Georges-Louis Bouchez faisait part de son refus de financer une administration responsable de la Culture<sup>15</sup>, il adopte une position comparable à celle de Milei. Celui-ci n'a de cesse de répéter sa répugnance à subsidier ce qui peut être mis en œuvre par le secteur privé. C'est ainsi que Milei disqualifie les politiques keynésiennes en écrivant noir sur blanc, toute nuance mise à part, qu'elles sont l'œuvre de « politiciens messianiques, kleptocrates et corrompus »<sup>16</sup>. De surcroît, puisque la justice sociale constitue une problématique sans fondement logique, le financement d'autres fonctions que les missions régaliennes de l'État (police, justice, diplomatie) procède d'un prise « par la force ([c'est-à-dire un] vol, nommé impôt, des fruits du travail d'autrui »<sup>17</sup>.

Une même ligne politique de désengagement des pouvoirs publics en ce qui concerne la redistribution fiscale est observable partout où la nouvelle droite hayékienne arrive au pouvoir. L'ultravalorisation de la propriété et de l'initiative privées peut, chez nous comme en Argentine, conduire à une profonde dégradation des conditions de vie. En effet, on pouvait comptabiliser 11,1 emplois publics pour 100 habitant-es en Wallonie, contre 10,4 en Flandre et 7,7 emplois à Bruxelles<sup>18</sup>. De surcroît, le privé non-marchand regroupait 14,6 % des emplois salariés dans la partie francophone du pays et plus particulièrement, 18 % en Wallonie<sup>19</sup>. Par comparaison, le secteur privé marchand occupe moins de monde dans la partie francophone du pays. Les chiffres sont clairs. Alors que le secteur privé lucratif représente près de 70 % de l'emploi total en

Wallonie, ce chiffre avoisine les 77 % en Flandre. Dans ces conditions, une attaque, même apparemment légère, sur l'emploi public et non-marchand se soldera par une dégradation plus forte des conditions de vie puisque le tissu économique local offre moins de possibilités de reclassement dans le privé. Si l'on ajoute à cet état de choses le fait que le système d'indemnisation du chômage en Belgique fait aujourd'hui partie des plus restrictifs en Europe, on obtient une image plus précise de ce qu'une politique prolongée de la tronçonneuse pourrait avoir comme conséquence en Belgique du point de vue du taux de pauvreté.

En tout état de cause, plus la droite hayékienne sera puissante chez nous, plus ce danger sera important. Avec le recul, on peut se dire, que l'Argentine miléiste constitue un miroir de ce qui nous attendrait si nous devons persister dans la voie du darwinisme social en Belgique. Bien sûr, la Belgique fait partie des pays les plus riches de la planète alors que l'Argentine est un État du

<sup>12</sup> École de la Liberté, Pourquoi, selon Hayek, la « justice sociale » est-elle une notion illogique? (34), Corentin de Salle, 31 octobre 2017. Url: <https://www.youtube.com/watch?v=K1DQBoV7PXU> date de consultation: 24 janvier 2026.

<sup>13</sup> *La Libre Belgique*, 12 juillet 2025.

<sup>14</sup> Hayek, F. A. (1967). *Studies in philosophy, politics and economics* (p. 100). London: Routledge & Kegan Paul, p. 223.

<sup>15</sup> « Si vous voulez un pavé dans la mare, moi, je ne vois pas pourquoi on a un ministre de la Culture. Il n'y en a pas aux États-Unis, et la culture américaine domine le monde, et pas seulement les *blockbusters*, ceux-ci financent le cinéma d'auteur. ». Extrait d'une interview parue dans *Le Soir*, 4 janvier 2025.

<sup>16</sup> Milei, J. (2024). *Capitalismo, socialismo y la trampa neoclásica*. Planeta, p.125.

<sup>17</sup> Milei, J. (2022). *El camino del libertario*, Planeta, p. 165.

<sup>18</sup> Hindriks, J., & Lamfalussy, A. (2024, 8 octobre). *Le fédéralisme belge en chiffres -2. Les emplois publics*. Core UCL. <https://www.uclouvain.be/en/research-institutes/lidam/core/news/le-federalisme-belge-en-chiffres-les-emplois-publics>

<sup>19</sup> Observatoire de l'économie sociale. (2023, décembre). *L'état des lieux de l'économie sociale (2022) (Les cahiers de l'Observatoire n° 17)*.



Déserts de sel des Salinas Grandes, au coeur du triangle du lithium en Argentine. © Luisfff2812 / Creative Commons

Sud global. On ne peut évidemment plaquer terme à terme les réalités de la société argentine sur la nôtre. En revanche, il est possible de repérer des similitudes du point de vue des dynamiques mises en œuvre tant et si bien qu'au bout d'une législature à la tronçonneuse, la Belgique s'éloignera des standards de développement social des modèles avancés de capitalisme (par exemple, de type scandinave). Cela dit, il se pourrait que les admirateur-rices du président argentin déchantent à moyen terme.

## Des soucis en perspective pour l'internationale hayékienne ?

Pour nous en convaincre, examinons de plus près le milésisme en action. Alors que les *think tanks* de droite du monde entier célèbrent, pour l'heure, les « succès » économiques du président argentin, il est permis de douter des effets de long terme de ses choix.

**20** Bloomberg Línea, 19 décembre 2025. Uri: <https://www.bloomberglinea.com/latinoamerica/argentina/milei-lleva-el-gasto-publico-a-nivel-mas-bajo-desde-2008-pero-apunta-a-provincias-y-municipios/>. Date de consultation : 22 janvier 2026.

**21** El Economista, El milagro del empleo privado en la Argentina de Milei hunde la tasa de paro y compensa los despidos masivos de funcionarios en el sector público, 6 janvier 2026.

En effet, si la politique de la tronçonneuse dans les dépenses publiques a permis, dans un premier temps, de faire baisser l'inflation, on ne qualifiera pas pour autant l'opération de prodige. On ne connaît aucun pays dans lequel l'inflation ne baisserait

**« En tout état de cause, plus la droite hayékienne sera puissante chez nous, plus ce danger sera important. Avec le recul, on peut se dire, que l'Argentine miléiste constitue un miroir de ce qui nous attendrait si nous devions persister dans la voie du darwinisme social en Belgique. »**

pas après la saignée imposée à l'économie argentine. Depuis l'élection de Milei fin 2023, la baisse des dépenses publiques équivaut à près de 7 points de PIB. Il entrerait, d'ailleurs, dans les projets du gouvernement d'encore procéder à ces coupes pour 6 points de PIB d'ici la fin du mandat de Milei<sup>20</sup>.

Évidemment, la diminution de l'inflation a permis de soulager les ménages argentins. Alors que Milei prêterait serment au début de l'année 2024, l'inflation telle que mesurée par l'indice des prix à la consommation (IPC) dépassait les 200 %. Les revenus ne parvenaient plus à suivre l'évolution du niveau général des prix. À la fin de l'année dernière, suite au puissant mouvement de réduction de la consommation entamé sous la houlette du président libertarien, l'IPC montrait une progression annuelle fortement réduite à hauteur de 30 %.

Forcément, dans ces conditions, la perte de pouvoir d'achat des revenus a été enrayée. La diminution de l'inflation s'est, de surcroît, traduite par un regain de prévisibilité dans le secteur privé, lequel a recommencé à créer des postes de travail. Alors qu'au cours des 24 mois qui se sont écoulés, l'administration Milei a licencié plus de 60 000 fonctionnaires, certaines sources plutôt de droite pointent la possibilité de voir une dynamique de création d'emplois supérieure dans le secteur privé<sup>21</sup>. On peut raisonnablement douter que ces emplois offrent les mêmes caractéristiques de stabilité et de rémunération

que l'emploi public, vu l'importance de l'emploi informel au pays du tango qui concerne 42,6 % de la population active à la fin de l'année 2024 selon l'agence nationale des statistiques (INDEC) en Argentine.

Depuis, les choses semblent empirer, ce d'autant que l'administration Milei semble bien décidée à casser le code du travail alors qu'il n'existe aucune corrélation entre la protection du travail et le déficit public. L'informalité toucherait donc aujourd'hui plus de 43 % de la population active argentine.

Cette lame de fond correspondant à une forte précarisation de l'emploi finira bien par stopper la diminution du taux de pauvreté résultant de la baisse de l'inflation. Si dans les foyers populaires, la chute de l'inflation a pu initialement améliorer les conditions de vie, on peut, malgré tout, s'interroger

sur l'ampleur réelle de la chute revendiquée par le gouvernement Milei. En effet, il semblerait que des réserves méthodologiques doivent être formulées quant aux méthodes d'évaluation de la pauvreté en Argentine depuis l'arrivée au pouvoir de Milei, en cause un manque de représentativité du panier de la ménagère ainsi qu'une surestimation des revenus provenant du marché informel<sup>22</sup>.

## Une désinflation qui patine

Force est cependant de constater que depuis quelques mois, la dynamique de désinflation commence à patiner en Argentine. En effet, en octobre 2025, l'inflation annuelle était de 31,3 %. Depuis, elle a connu une légère remontée en novembre (31,4 %) et décembre (31,6 %). La baisse de l'inflation semble donc marquer le pas<sup>23</sup>. Il s'agit d'un point noir à surveiller. Il existe, en effet, un consensus parmi les économistes consistant à définir une inflation supérieure à 10 % comme étant toxique. On peut mettre en relation cette difficulté à faire reculer l'inflation avec le taux de change du peso. L'informalité de l'économie argentine implique qu'une masse importante de capitaux à blanchir se place sur un marché des changes parallèle sur lequel est coté le dollar du marché noir (appelé dólar blue dans l'argot des rues de Buenos Aires). Les Argentin-es détiendraient, selon les spécialistes, pour l'équivalent de 200 à 400 milliards de dollars en dehors du système bancaire, soit entre 33 et 66 % du PIB<sup>24</sup>.

Chaque fois que l'économie argentine présente des signes de faiblesse, le dollar parallèle se caractérise par de fortes poussées. Les Argentins accumulent des devises quand leur pays va mal. C'est un réflexe de survie qui se comprend aisément. L'économie argentine a connu tant de problèmes avec sa dette dans le passé (huit en deux siècles depuis l'indépendance du pays en 1816) que les ménages ont fini par perdre confiance dans les autorités du pays. Au cours des 50 dernières années, l'Argentine a connu quatre défauts de paiement,

trois d'entre eux (2001, 2014 et 2020) ont eu lieu ces 25 dernières années. Selon Reinhart et Rogoff, l'Argentine a passé 36 ans en défaut de paiement ou en restructuration de sa dette depuis la Seconde Guerre mondiale, soit près de 40 % de la période considérée<sup>25</sup>.

En tout état de cause, depuis que le gouvernement Milei a décidé, en avril de cette année, de libéraliser l'accès aux devises étrangères, le cours du blue a progressé de près de 16 % en quatre mois, passant de 1285 à 1485 pesos. Les Argentin-es se font sans doute moins d'illusions à propos de la gestion Milei que la droite de chez nous. Effectivement, le pays ne dispose pas de réserves lui permettant de financer ses importations, sauf à les emprunter, ce qui est le cas de nos jours. Les deux derniers épisodes de ce type ont impliqué les États-Unis.

Ces derniers portent à bout de bras le marché des changes argentin puisqu'en octobre de l'année dernière, Washington avait prêté 20 milliards de dollars à Buenos Aires. À ce stade de l'exposé, on commencera par repérer l'importance politique de cet accès au billet vert. Alors que la droite paraissait partir perdante aux dernières élections législatives en octobre dernier, la mise à disposition de ces milliards a permis à Milei de revêtir les atours aguichants du grand fournisseur en dollars de l'économie argentine. Sa victoire électorale était alors assurée. Pour préciser l'intérêt des États-Unis à conclure un tel *deal*, on mentionnera que l'Argentine miléiste compte développer son secteur extractif, notamment le lithium, minéral pour lequel la patrie de Cortázar dispose d'importantes réserves occupant la troisième place mondiale avec 4 millions de tonnes identifiées (USGS, 2024). L'électrification du parc automobile américain, à l'heure où les relations se tendent entre Washington et Pékin, a besoin des ressources de l'Argentine. Depuis, les 20 milliards ont été remboursés à partir d'autres emprunts. Selon un schéma bien connu, l'Argentine a recours à l'endettement extérieur pour

« Si dans les foyers populaires, la chute de l'inflation a pu initialement améliorer les conditions de vie on peut, malgré tout, s'interroger sur l'ampleur réelle de la chute revendiquée par le gouvernement Milei. »

faire face à sa balance des paiements et au financement de sa consommation. Cette politique constitue un pari sur les recettes d'exportation. Or, l'Argentine exporte principalement des produits agricoles. Le pays se situant aux antipodes, les récoltes ont lieu lorsque c'est l'hiver et donc les revenus d'exportation sont enregistrés sur les comptes de la BCRA (Banco Central de la República Argentina) entre janvier et mars. Parmi les articles d'exportation de l'Argentine, on retrouvait, en 2023, aux trois premières places la filière soja pour plus de 14 milliards de dollars (sur un volume d'exportations total de 68,3 milliards de dollars), puis les céréales (10 milliards) et les hydrocarbures (6 milliards). Suivent ce trio de tête les exportations de viande et de la pêche, pour un total de 5 milliards de dollars<sup>26</sup>.

<sup>22</sup> Buenos Aires Económico. (2025, septembre). *Incidencia de la pobreza y la indigencia en 31 aglomerados urbanos*. INDEC. <https://www.indec.gob.ar/indec/web/Nivel3-Tema-4-46>

<sup>23</sup> Expansión, datos macro, IPC Argentina, décembre 2025.

<sup>24</sup> Buenos Aires Económico, 23 mai 2025, Url: <https://www.infobae.com/economia/2025/05/23/>

[dolares-bajo-el-colchon-el-gobierno-estima-una-cifra-equivalente-a-la-deuda-externa-argentina/](https://www.infobae.com/economia/2025/05/23/), date de consultation : 24 janvier 2026.

<sup>25</sup> Reinhart, C. & Rogoff, K (2011), *This Time Is Different: Eight Centuries of Financial Folly*, Princeton University Press.

<sup>26</sup> The Observatory of Economic Complexity (OEC), 2023.

De l'autre côté de la balance, le volume des importations de l'Argentine, cette même année, s'élevait à 73,8 milliards de dollars et concernait principalement des produits manufacturés à haute valeur ajoutée tels que les engrais, les automobiles et les produits pharmaceutiques<sup>27</sup>. La tendance à l'endettement de l'économie argentine provient structurellement du fait que les productions industrielles se vendent à des prix supérieurs aux matières premières. Il en ressort une dynamique à la dégradation des termes de l'échange. Pour faire face à cette détérioration, il faut dévaluer drastiquement le taux de change réel de la monnaie nationale en période de vaches maigres ou enregistrer un défaut de paiement sur la dette extérieure en attendant le retour des beaux jours. Comme l'Argentine est un pays à fort taux de syndicalisation avec un mouvement ouvrier combatif, c'est la deuxième option qui est habituellement choisie.

## La fausse promesse du lithium

Le dernier défaut de paiement est intervenu alors que les péronistes étaient au pouvoir en 2020. Depuis l'élection de Milei, l'austérité à la tronçonneuse a surtout pour but de restaurer l'accès du pays aux marchés des capitaux. Pour l'heure, force est de constater que les recettes attendues des récoltes ne sont pas à la hauteur des attentes du gouvernement Milei avec à peine 6,6 milliards de dollars à l'horizon mars 2026 alors qu'il en faudrait 9 pour faire face aux nécessités de financement du pays, qu'il s'agisse des importations

et des remboursements de la dette extérieure<sup>28</sup>. Certes, tant que Trump sera là pour forcer la banque centrale des États-Unis à aider le pays en attente d'investissements dans le secteur du lithium, l'Argentine pourra continuer à creuser un trou pour en reboucher un autre et rouler sa bosse. Cependant, les grands espoirs placés dans le lithium risquent de s'avérer décevants. En effet, Trump en a encore pour deux ans au pouvoir et son gouvernement fait face à une impopularité croissante. Pendant ce temps, le Congrès américain s'interroge, d'ailleurs, sur le bien-fondé de tels engagements auprès de l'Argentine<sup>29</sup>. D'ici deux ans, on peut déjà anticiper que le lithium argentin, sur lequel tant de projets de redéploiement sont fondés, ne tiendra pas ses promesses. L'explication tient au fait que les réserves de lithium sont principalement concentrées dans le nord-ouest du pays, une zone sous-développée et pauvre en infrastructures. Il en résulte un véritable

goulet d'étranglement et la politique de la tronçonneuse n'aide évidemment pas à résoudre cet épineux problème.

Les marchés financiers sont parfaitement au courant de la chose. Voilà pourquoi l'indice de risque d'insolvabilité de l'Argentine reste particulièrement élevé. Sur l'échelle de l'OCDE qui compte sept paliers, l'Argentine se situe au niveau maximal (OCDE, juin 2025). Les Argentin-es s'empressent alors de chercher des dollars au marché noir. Quand ils viendront à manquer, Milei devra affronter la colère de la rue.

Le calme actuel de la vie politique argentine n'est donc qu'apparent. Les syndicats et le mouvement social attendent le moment où l'accès aux précieux dollars se tarira. L'explosion sociale suivra. À ce propos, les élections de mi-mandat aux États-Unis pourraient inaugurer le début de la fin pour Milei. Les disciples d'Hayek ont bien du souci à se faire.

« Milei, rock star ». C'est ainsi que l'on peut trouver sur des sites de vente des T-shirts imprimés de slogans du milésisme. Il n'est pas fréquent qu'un pays du Sud arrive à projeter dans l'imaginaire collectif une figure publique alors que la construction de ces dernières repose habituellement sur l'activité des médias hégémoniques du Nord.



<sup>27</sup> Ibid.

<sup>28</sup> Buenos Aires Económico, 7 janvier 2026. Url: <https://www.infobae.com/economia/2026/01/07/record-de-cosecha-pero-menos-dolares-el-agro-aporara-usd-6600-millones-en-el-primer-trimestre/>. date de consultation: 25 janvier 2026.

<sup>29</sup> Página/12, 5 janvier 2026. Url: <https://www.pagina12.com.ar/2026/01/04/dudas-sobre-la-solvencia-de-pago/>. date de consultation: 20 janvier 2026.